

## TROISIÈME PARTIE

# LA CRÉATION, LA FUSION ET LA DISSOLUTION D'UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF





## Les étapes de création d'un organisme sans but lucratif

En 2008, on compte environ 50 000 organismes à but non lucratif au Québec pour une population totale de près de 7 625 000 habitants. Ainsi, on compte en moyenne un organisme pour 153 Québécois. Tel que présenté au début de ce guide, ces organismes sont généralement constitués en vertu de la troisième partie de la **loi sur les compagnies**, mais ils peuvent toutefois se constituer en vertu de plusieurs autres lois (ex : *loi sur les clubs de chasse et de pêche*, *loi sur les sociétés nationales de bienfaisance*, *loi sur les corporations religieuses*, ...). Il peut être aussi préférable pour l'organisme de se constituer sous l'autorité de la partie II de la loi sur les corporations canadiennes si la nature et le rayonnement des activités ainsi que la provenance du « membership » touche plus d'une province.

Considérant que les organismes que nous visons restreignent leurs activités au territoire du Québec, le présent chapitre s'adresse donc aux corporations constituées sous l'autorité de la loi sur les compagnies, partie III. Toutefois, le lecteur doit prendre note que l'ensemble des principes, à quelques nuances et différences près, est applicable tant aux corporations régies par une loi fédérale que provinciale.

Il existe aussi plusieurs autres alternatives à ceux désirant fonder un organisme sans toutefois se constituer en personne morale. En effet, **il est possible de se créer une association non personnifiée** (contractuelle, non personnalisée ou non dotée de la personne morale), régie par le Code civil du Québec, articles 2267 à 2279. Ce choix est particulièrement avantageux lorsque l'on compte peu de membres, que ces derniers ont faiblement contribué monétairement à l'association, que l'on prévoit réaliser peu d'activités et qu'il y a peu de biens à administrer (ex. : Association sportive des résidents du Manoir des Tulipes de Saint-Sévère).

En contrepartie, **les associations personnalisées** (personnes morales sans but lucratif, personnalisées) sont généralement constituées lorsque l'on prévoit réunir plusieurs membres, réaliser maintes activités, utiliser des locaux, employer du personnel, solliciter des dons, faire des demandes de financement et émettre des reçus officiels pour fins d'impôts.



Avant toute chose, **une période de réflexion portant sur le type d'association désiré s'avère donc pertinente et nécessaire.**



## A – Démarches préparatoires

### Première action : La réflexion

Tel que mentionné, avant d'entamer le processus d'incorporation, il est important de prendre un temps d'arrêt en compagnie des personnes impliquées au projet et de se questionner ouvertement sur :

- la vision et de la mission de la future corporation;
- la notion du dédoublement éventuel avec d'autres organismes (mission, clientèle, territoire);
- les objectifs poursuivis, la nature, l'importance et le rayonnement des activités envisagées;
- la nécessité de se constituer en corporation;
- le type d'incorporation appropriée (personnalisée ou non personnalisée);
- la capacité de mener les démarches à entreprendre à court terme ainsi que les moyens (de la constitution à l'assemblée de fondation);
- l'investissement en temps, en énergie et en argent;
- le recrutement de membres et l'apport de bénévoles.

Une fois la décision prise en regard de l'incorporation, vous êtes prêt pour la suite des choses.

### Deuxième action : Rapport de recherche de nom

Vous devez joindre un rapport de recherche des noms utilisés et déclarés au registre des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.<sup>28</sup> Il est à noter que ce document est fourni par le registraire des entreprises à la suite du paiement des droits exigibles (sans frais, si demandé par Internet). **Il est donc nécessaire d'obtenir ce rapport avant de produire la requête** (demande de lettres patentes). Par ailleurs, **il est de votre responsabilité de vous assurer que la dénomination sociale envisagée pour votre corporation n'est pas déjà utilisée**. Vous devez donc parcourir attentivement la copie du rapport de recherche avant de poursuivre votre demande. Si vous utilisez un nom interdit, la corporation est passible d'une amende pouvant aller de 400 \$ à 4000 \$ et d'au moins 200 \$ (maximum 2000 \$) pour les administrateurs trouvés fautifs.

<sup>28</sup> L.c.Q article 219 (3)

« La dénomination sociale doit être conforme aux exigences de la **loi sur les compagnies et règlement sur les dénominations sociales des corporations** régies par la **partie III** de la **loi sur les compagnies**. Elle doit également être rédigée en français conformément aux exigences de la **Charte de la langue française** (L.r.Q., c.C-11). »<sup>29</sup> De plus, les requérants peuvent réserver une dénomination sociale pour une période de 90 jours afin de vérifier l'acceptabilité de leur choix avant de déposer leur requête.

Par ailleurs, il est préférable de ne pas utiliser les abréviations « Inc. » ou « Ltée », d'autant plus que celles-ci ne sont pas obligatoires. De même, il est préférable de ne pas utiliser d'article défini (le, la, les...) au début de la dénomination sociale. Finalement, le registraire des entreprises n'accepte pas l'utilisation des parenthèses pour souligner expressément que les personnes de sexe féminin sont incluses dans la dénomination sociale. Ainsi, la dénomination sociale « Association des résidents (es) de... » ne serait pas acceptée. Il faudrait alors indiquer quelque chose comme « Association des résidents et résidentes de ... ».



---

<sup>29</sup> Votre association personne morale sans but lucratif, Les publications du Québec, 2006, page 11



## B – Processus d'incorporation

Toute personne visant à constituer un organisme incorporé provincialement (les requérants) doit se soumettre à la troisième partie de la **loi sur les compagnies**. Celle-ci est constituée de lettres patentes qui doivent être émises par le registraire des entreprises en lui faisant la demande au moyen d'une requête rédigée à la dactylo (ou par traitement de texte), en suivant les formalités prescrites par ce dernier et la législation que nous aborderons au fil des pages suivantes.

Notez que depuis février 2004, toute demande d'incorporation doit être adressée au **registraire des entreprises** et non plus à l'Inspecteur général des institutions financières.

### Formulaire de requête

#### Mémoire des conventions

Ce document atteste que les requérants conviennent de se faire constituer en corporation. Il doit apparaître en **première page du formulaire de requête** distribué par le registraire des entreprises. « La loi stipule qu'il doit être fait « en double », mais en pratique le registraire n'impose pas que cette formalité soit respectée. »<sup>30</sup>

#### 1. Identité des requérants

La requête doit contenir les noms, prénoms, adresses domiciliaires et professions de chacun des requérants. Ceux-ci doivent **obligatoirement** signer la requête. Elle doit être signée par un **minimum de trois (3)** personnes physiques âgées de plus de 18 ans. Les corporations sans but lucratif provinciale doivent avoir un conseil d'administration composé d'au moins trois (3) administrateurs.

*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

#### 1. Réquérants

Les requérants auxquels sont accordés les présentes lettres patentes sont :

Nom et prénom	Profession ou occupation habituelle	Adresse domiciliaire (No, rue, municipalité, code postal)
Bélanger, Justin	Coordonnateur	61, Joly, Trois-Rivières (Qc) J4V 3X2
Gervais, Aline	Psychologue	123, Fleury, Shawinigan (Qc) J2X 4Y2
Brisson, Nathalie	Infirmière	55, Royale, Louiseville (Qc) J8Z 3X7
Roy, Normand	Retraité	32, Durand, Yamachiche (Qc) G0X 1B0

<sup>30</sup> La corporation sans but lucratif au Québec, Éditions Wilson, Lafleur et Martel, 1997, page 3-6

## 2. Siège social

Le siège social constitue le domicile officiel de la corporation. C'est l'endroit où se prend habituellement les décisions, se déroule les principales activités et que sont conservés les registres et documents officiels. Les requérants auxquels sont accordés les lettres patentes doivent obligatoirement préciser le nom de la localité (ville, municipalité) où sera situé ce domicile légal. Dans le cas d'une municipalité où le nom pourrait porter à confusion avec celui d'une autre au Québec, il est recommandé d'y ajouter le district judiciaire. En ce qui concerne l'adresse civique, celle-ci sera transmise dans la déclaration initiale exigée par la loi sur la publicité et transmise par le registraire des entreprises. Par ailleurs, notons **qu'un casier postal ne constitue pas une adresse officielle et reconnue par le registraire.**

Notons également que la déclaration initiale, qui vous sera transmise par le registraire des entreprises avec les lettres patentes, doit lui être retournée dans les **60 jours** suivant l'immatriculation de la personne morale en vertu de la **loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales**, à défaut de quoi, la corporation devra payer les droits imposés par le règlement.

*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

### **2. Siège social**

Le siège social de la corporation est situé à : Trois-Rivières

## 3. Conseil d'administration

La requête doit également contenir une mention spéciale des noms et prénoms d'**au moins trois (3)** requérants qui agiront à titre d'administrateurs provisoires de la corporation (premiers administrateurs).

Par ailleurs, si le nombre d'administrateurs envisagés ne correspond pas au nombre d'administrateurs provisoires, il convient alors d'indiquer le nombre fixé par une disposition dans la section « *autres dispositions* » :

« Le conseil d'administration est composé de 7 administrateurs; ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la **loi sur les compagnies** ».

De nombreux auteurs traitant des questions reliées à la gouvernance s'entendent pour dire que pour être fonctionnel, un conseil d'administration devrait être composé d'un maximum de neuf (9) administrateurs. Toutefois, il ne s'agit ici que de perceptions personnelles basées sur diverses expériences. On peut tout de même convenir qu'une décision se prend plus facilement à sept (7) ou à neuf (9) personnes, qu'à onze (11), treize (13) ou dix-neuf (19) personnes. Lorsque votre conseil comprend un nombre élevé d'administrateurs, il y a de fortes chances que vous soyez amené à mettre en place un comité exécutif (nécessite obligatoirement un minimum de sept (7) administrateurs). Et tel qu'expliqué précédemment, il faudra faire preuve de prudence de manière à ne pas créer un « mini » conseil d'administration au sein même du conseil d'administration.



*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

### **3. Conseil d'administration**

Les administrateurs provisoires de la corporation sont :

- Justin Bélanger
- Aline Gervais
- Nathalie Brisson

#### **4. Biens immobiliers**

La requête doit également contenir un montant qui limite la valeur des biens immobiliers ou des revenus de ces immeubles. Le registraire suggère d'indiquer un montant relativement élevé (au minimum 1 000 000 \$) afin d'éviter qu'il ne fasse obstacle à l'expansion de la corporation. Par exemple, le don d'une bâtisse peut rapidement changer le portrait financier d'un organisme. En effet, un organisme qui possède pour 300 000 \$ en actif immobilier (valeur) et qui hérite d'un bâtiment évalué au livre à 800 000 \$ dépasserait ainsi la limite permise s'il n'est pourvu que d'une limite de 1 000 000 \$ en biens immobiliers.

Notons que le montant limite s'applique soit « aux revenus, soit à la valeur à laquelle seront limités les biens immobiliers et non les deux que peut acquérir et posséder la personne morale. ».<sup>31</sup>

*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

### **4. Immeubles**

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 2 000 000 \$

**ou**

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à 2 000 000 \$



Règle générale, les organismes sans but lucratif sont restreints par le coût d'achat de biens immobiliers, ce qui explique le petit nombre d'organismes possédant des immeubles à revenus

<sup>31</sup> Brochure, Comment constituer une personne morale sans but lucratif, registraire des entreprises, 2007, page 6.



## 5. Objets

La requête doit présenter les objets de la corporation, soit les buts visés, la raison d'être. Il est important d'accorder à la rédaction des objets une attention toute particulière. Ceux-ci doivent être rédigés avec maintes précautions de manière à ce que l'on puisse respecter le « pourquoi » de la création de la corporation tout en n'étant pas trop limitatifs pour ne pas exclure certains types d'activités. De plus, chacun des mots, tant dans sa définition que dans son sens, a de l'importance si vous anticipez présenter à l'Agence du revenu du Canada une demande de reconnaissance à titre d'organisme de bienfaisance. Si vos objets laissent entrevoir que vous réaliserez des activités reliées à la défense des droits ou réaliserez des activités de nature politique, vos chances d'obtenir cette reconnaissance sont plus que minces.

Bien qu'une organisation sans but lucratif possède le droit de conduire des activités lucratives afin d'atteindre ses objets, ceux-ci doivent nécessairement être à caractère strictement non lucratif et sans intention pour ses membres de faire un gain pécuniaire. De plus, « lorsque les objets comprennent des activités tels que l'enseignement ou la sollicitation de fonds public ou lorsque la corporation est une fondation »<sup>32</sup>, **le registraire des entreprises exige l'inscription de certaines clauses dans les objets, dont :**

« Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières, administrer de tels dons, legs et contributions; organiser des campagnes de souscriptions dans le but de recueillir des fonds pour des fins charitables ».<sup>33</sup>

**ET**

« En cas de liquidation de la personne morale ou de distribution des biens de la personne morale, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue ».<sup>34</sup> Cette clause doit être indiquée dans la rubrique « **Autres dispositions** ».

Comme l'article 31 de la loi sur les compagnies présente l'ensemble des pouvoirs généraux et additionnels associés aux corporations, il n'est donc pas requis de présenter les moyens envisagés pour réaliser chacun des objets présentés.

Veuillez noter que le registraire des entreprises exige habituellement que les objets soient précédés de la phrase « À des fins purement (selon le cas) sociales, charitables, artistiques, philanthropiques, etc. et sans intention pécuniaire pour ses membres ».

<sup>32</sup> La corporation sans but lucratif au Québec, Éditions Wilson, Lafleur et Martel, 1997, page 3-3

<sup>33</sup> Guide du gouvernement du Québec « Comment constituer une personne morale sans but lucratif », registraire des entreprises, 2007, page 17

<sup>34</sup> Idem

## Rappel :

La rédaction d'objets doit :

- être brève (3 ou 4 phases courtes)
- être faite de manière assez large pour ne pas être appelé à demander trop fréquemment des lettres patentes supplémentaires.
- Être aussi assez précise pour bien circonscrire le type de personne morale.

*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

### 5. Objets

Les objets pour lesquels la corporation est constituée sont les suivants :

À des fins purement sociales et sans intention pécuniaire pour ses membres.

- Regrouper en personne morale les bénévoles du comté de Maskinongé
- Promouvoir le bénévolat
- Favoriser le recrutement de bénévoles

Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières, administrer de tels dons, legs et contributions; organiser des campagnes de souscriptions dans le but de recueillir des fonds pour des fins charitables.

Le guide du registraire des entreprises « Comment constituer une personne morale sans but lucratif » propose des modèles d'objets ne limitant pas le pouvoir des requérants. Il serait pertinent de consulter cet ouvrage lors de la rédaction de vos objets.

### 6. Autres dispositions

*(Texte inspiré de votre association personne morale sans but lucratif, Les publications du Québec, 2006, pages 14 et 15)*

L'article 8 de la **loi sur les compagnies** permet d'insérer des dispositions qui ne sont pas prévues par la requête dans les lettres patentes. Dans la requête, cette section correspond à la sixième rubrique, « **Autres dispositions** ».

Ainsi, l'article 8 de la **loi sur les compagnies** permet d'inclure dans la requête des dispositions qui peuvent être établies par règlement de la corporation. Ces procédures ou dispositions facultatives, permettent la simplification des procédures utilisées à l'accomplissement de certains actes (actions que peut acquérir une corporation, dissolution, destitution d'un administrateur, ...). Par exemple, la **loi sur les compagnies** exige généralement le recours à la procédure réglementaire lorsqu'il est question d'emprunter ou d'hypothéquer les biens de la corporation (L.c.Q. article 77). Une telle procédure implique « l'adoption d'une résolution par les administrateurs et son appropriation par les membres présents à une assemblée convoquée à cette fin. Pour modifier une clause, il suffit aux requérants d'inclure une affirmation solennelle signée par au moins un (1) des requérants à la requête. Bien que l'inclusion de cette clause permette de gagner en efficacité et en rapidité (par simple résolution des administrateurs sans intervention des membres), **il en résulte toutefois une perte de contrôle des membres sur ces actes.**



*Exemple tiré d'une requête pour constitution en corporation et mémoire des conventions :*

## **6. Autres dispositions (selon le cas)**

Règlement No 34

Relatif aux emprunts et garanties

Les administrateurs peuvent lorsqu'ils le jugent opportun, par simple résolution :

- faire des emprunts de deniers sur le crédit de la personne morale;
- émettre des obligations ou des valeurs de la personne morale et de les donner en garantie ou de les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
- hypothéquer les immeubles et les meubles ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la personne morale;
- nonobstant les dispositions du Code civil du Québec, consentir une hypothèque, même ouverte, sur une universalité de biens, meubles ou immeubles, présents ou à venir, corporels ou incorporels, le tout conformément à l'article 34 de la *loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales* (L.R.Q., c. P-16);
- déléguer les pouvoirs susmentionnés à un ou plusieurs administrateurs ou dirigeants de la personne morale;
- Le conseil d'administration est composé de neuf (9) administrateurs, ce nombre peut être modifié conformément à l'article 87 de la loi sur les compagnies.
- Les membres peuvent, lors d'une assemblée, destituer un administrateur de la personne morale. L'avis de convocation de l'assemblée doit mentionner qu'une telle personne est passible de destitution ainsi que la principale faute qu'on lui reproche;
- En cas de liquidation de la personne morale ou de distribution des biens de la personne morale, ces derniers seront dévolus à une organisation exerçant une activité analogue.

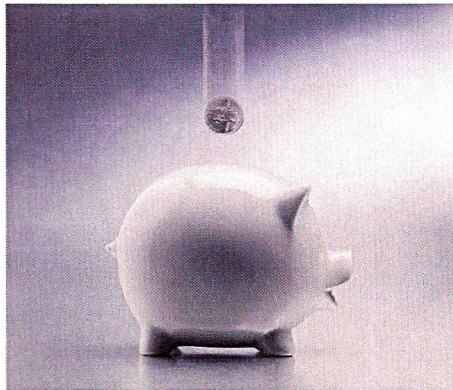


## 7. Affidavit

« La **loi sur les compagnies** exige que la requête soit appuyée d'un affidavit (déclaration solennelle) d'un des requérants attestant la véracité et la suffisance des faits énoncés dans la requête et le mémoire des conventions, et aussi du fait que la dénomination sociale demandée est conforme aux règlements ». <sup>35</sup> Ceci est obtenu devant un commissaire à l'assermentation (avocat, notaire, officier de justice, greffier, maire, etc.). **Notons que l'affidavit doit obligatoirement porter une date identique ou postérieure à celle du mémoire des conventions (demande).** De plus, un requérant ne peut agir à titre de commissaire à l'assermentation.

## 8. Frais

Vous devez acquitter les frais reliés à votre demande d'incorporation par chèque visé ou mandat poste à l'ordre du ministre des Finances ou par carte de crédit. Celui-ci doit être joint à la requête afin de couvrir les droits exigibles pour l'émission des lettres patentes. <sup>36</sup>



<sup>35</sup> Loi sur les compagnies, L.R.Q chapitre C-38, 4 juin 1996, article 8 (3)

<sup>36</sup> Règlements sur les droits à payer en vertu des Parties I, II et III de la loi sur les compagnies, R.R.Q